

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
11 juin 1976
No 507
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Moyen-Orient

GROSSIERE MENACE DE L'URSS

En menaçant brutalement d'intervenir au Liban la clique sociale-impérialiste de Moscou vient de dévoiler complètement ses ambitions et ses activités expansionnistes dans la région.

De longue date le Moyen-Orient est une région du monde troublée en raison de la rivalité aiguë qui y oppose les deux superpuissances.

Le Moyen-Orient est en effet un point stratégique de la plus haute importance pour le contrôle de l'Europe et donc du monde.

Tout en soutenant l'Etat sioniste, en particulier par l'envoi d'hommes, le social-impérialisme russe n'a cessé de tenter de s'infiltrer et de contrôler des pays arabes ainsi que la Résistance palestinienne.

Se présentant en «ami des peuples arabes» elle a en réalité essayé de mettre à genoux les peuples arabes devant ses conditions.

Mais les peuples arabes voient de plus en plus clair dans son jeu.

On sait comment elle a échoué lamentablement en Egypte.

Il se trouve que c'est peu de temps après cet échec en Egypte qui a rendu furieux la clique hitlérienne de Moscou que le Liban s'est embrasé.

Qu'on se pose cette question : comment une guerre civile peut-elle durer des mois et des mois sans que les parties en présence éprouvent de difficultés à se procurer des armes, des munitions, des vivres, de l'argent ? Les ressources du Liban n'y auraient pas suffi. En réalité depuis plusieurs mois il y a de fait une intervention étrangère au Liban, c'est celle des deux superpuissances et surtout de l'URSS. Il est maintenant connu que l'URSS vend des armes aux phalangistes en passant par une société bulgare. Par ailleurs, elle n'a cessé d'encourager et de fournir également des armes à ce qui est improprement appelé le camp «islamo-progressiste».

Dans le même temps elle a cherché à entraîner la Résistance palestinienne dans la guerre civile pour l'affaiblir et la faire céder sur la question de la reconnaissance d'Israël.

Tel est le jeu de l'URSS qui cherche partout dans le monde à diviser les peuples et les pays, à les amener à se déchirer pour son compte : on l'a vu en Angola et

c'est également vrai au Sahara occidental.

Au moment où la Syrie, inquiète de la situation créée par l'URSS à ses frontières, a commencé à intervenir, la clique sociale-impérialiste soviétique a dépêché Kossyguine à Damas. Dans le même temps elle organisait une manifestation d'une heure devant l'ambassade de Syrie à Moscou.

L'URSS craint en effet fortement la mise hors combat des forces subversives qu'elle entretient dans la région. Acharnée à s'établir sur les rives orientales de la Méditerranée, la clique Brejnev-Kossyguine vient, d'ailleurs, de trouver un prétexte énorme pour préparer l'opinion publique à son intervention militaire : selon Moscou nul pays n'est plus proche que l'URSS du Moyen-Orient ! L'Angola aussi sans doute.

Autrement dit, bien que

n'étant pas un pays méditerranéen, l'URSS, qui entretient à l'heure actuelle plus de cinquante navires de guerre en Méditerranée, s'arroge le droit d'intervenir où bon lui semble : c'est de l'EXPANSIONNISME pur et simple !

Non, les pays et peuples arabes, les pays et peuples de la Méditerranée ne doivent pas se laisser intimider, ni céder un tant soit peu devant la menace soviétique, ils doivent résister fermement aux tentatives de contrôle et d'intervention sociale-impérialiste. Ils doivent s'unir pour chasser les superpuissances de Méditerranée. Ils doivent unir leurs forces pour faire échec à l'expansionnisme soviétique, et refuser de se laisser entraîner dans des guerres fratricides au profit desquelles l'URSS étend son influence en Méditerranée.

H. JOUR

L'URSS a lancé mercredi un avertissement aux «puissances qui formulent des menaces d'intervention militaire directe au Liban». Révélant sans fard ses projets hégémonistes une déclaration de l'agence Tass rappelle que «la région du Proche-Orient est bien plus proche de l'URSS que de ceux qui formulent de telles menaces. L'URSS dans tous les cas est pour le moins autant qu'eux intéressée par le développement de la situation au Liban et autour de ce pays. Personne ne doit le perdre de vue». Cet appel, précise Tass pour être encore plus claire, se situe «au moment où les événements libanais risquent de provoquer un conflit international encore plus large.»

Par ailleurs l'agence Tass critique ouvertement l'intervention syrienne. Ce qui ne manque pas de cynisme quand on sait qu'il y a eu depuis des mois les Libanais entre eux.

Cables de Lyon : LA BOURGEOISIE A FAIT SES PLANS, FAISONS LES NOTRES

Aux Câbles de Lyon de Clichy A, les ouvriers (en majorité immigrés) ont remporté une première victoire : les licenciements de 3 délégués syndicaux ont été refusés par l'inspecteur du Travail.

Cet acquis est dû au fait d'avoir été à l'offensive face à la répression, au fait de n'avoir pas baissé les bras.

Mais la direction (au service du trust CGE) s'entête et fait appel au ministre Durafour pour qu'il donne le feu vert aux licenciements. Ce processus, où l'arbitraire devient force de loi, s'est déjà produit à plusieurs reprises ces derniers mois : chez Paris-Rhône à Lyon, à l'éco-

le d'éducateurs de Marseille, chez Nova (Seine-et-Marne), à la SOCAP (Clermont-Ferrand), à Grundig Electronique (Moselle), Herlick Bâtiment (Moselle), à la Simax (Rupt-sur-Moselle), Roja-Chimie (région parisienne)... Cela ne doit nullement faire sous-estimer les nombreux licenciements de travailleurs qui ne sont ni délégués ni syndiqués. Dans un cas comme dans l'autre, la lutte est à mener contre tout licenciement. La CGE avait prévu depuis 1973 336 suppressions de postes de travail aux Câbles de Lyon dans l'année qui vient, et elle vient de l'annoncer.

Nous aurons l'occasion

Interview d'un membre du comité de coordination des foyers Sonacotra

TOT OU TARD, LA SONACOTRA CEDERA

Mercredi après-midi, nous prenions connaissance du communiqué de la Sonacotra remettant en cause l'accord de négociation qui avait été conclu il y a quelques jours. Nous avons pu rencontrer le soir un membre du comité de coordination des foyers qui a bien voulu nous expliquer la situation et la position du comité.

— Tu viens d'apprendre que la Sonacotra pourrait rompre l'accord qu'elle a passé il y a quelques jours avec vous pour réentamer de nouvelles négociations. Peux-tu nous en donner les raisons et nous expliquer votre position ?

— Le 6 juin, nous avons pris l'initiative, au comité de coordination, de contacter de nouveau la Sonacotra par l'intermédiaire de nos avocats pour entamer des négociations sérieuses.

La Sonacotra était d'accord pour négocier avec nous. Elle nous a seulement fait savoir qu'elle ne préférerait pas négocier au siège de la société. Nous, nous avons dit à notre avocat de discuter de ce point avec la Sonacotra, et finalement elle a accepté les négociations rue Cambonne au siège.

— Donc elle était prête à négocier.

— Bien sûr ! Mais aujourd'hui, elle a sorti un communiqué de presse en disant que l'appel que nous avons

fait pour rendre publiques les négociations sont des procédures qu'elle n'accepte pas et qui remettent en cause la négociation.

Nous, on n'impose pas de «procédure» ou de «forme» de négociations. Nous n'avons pas appelé à une manifestation. Nous n'amenons pas de banderole ou d'autre matériel. Nous avons seulement voulu avertir par voie de presse, l'opinion publique et en particulier les travailleurs français, immigrés, les démocrates et syndicalistes ainsi que les partis qui nous soutiennent depuis le début.

Nous avons fait cela, parce qu'à l'une des premières négociations, beaucoup de policiers étaient présents — la Sonacotra, elle, avait dit n'y être pour rien... Mais, après les expulsions des 18 frères de France nous préférons être prudents sur ce plan-là.

Mais pas question de manifestation ou de rassemblement quel qu'il soit.

— Donc, pour vous, les négociations sont maintenues ?

— Il n'y a pas de problème ; nous serons au siège de la Sonacotra avec la délégation élue au comité de coordination à 18 h 30. Il y aura avec nous des journalistes, nos avocats, qui constateront que nous sommes de bonne volonté et que nous désirons négocier. Nous ne venons pas pour faire du tapage. Cette méthode nous est étrangère.

Nous venons avec la responsabilité donnée par les résidents de plus de 47 foyers en grève dans toute la France, qui nous ont fait confiance pour représenter leurs intérêts face à la direction de la Sonacotra. Tôt ou tard, la Sonacotra cédera, nous en sommes certains.

(Suite p. 4)

(Suite p. 5)

Communiqué du comité de coordination

A la suite de contacts entre les avocats représentant respectivement le Comité de coordination des foyers Sonacotra et la direction de la société Sonacotra, un accord verbal avait été conclu pour que soient réengagées de nouvelles négociations le 11 juin à 18 h 30, 42 rue Cambonne au siège de la société Sonacotra.

Or, dans un communiqué diffusé mercredi 9 juin dans l'après-midi, la société Sonacotra indique «qu'elle n'accepte pas la procédure qu'on tente de lui imposer». De quoi s'agit-il en réalité ? La société Sonacotra fait référence à un communiqué du comité de coordination en date du 8 juin où il «lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français, immigrés, et aux organisations, syndicats et partis politiques démocratiques à venir appuyer la délégation». La société Sonacotra interprète cela comme la volonté d'organiser une manifestation devant le siège de la Sonacotra. IL N'EN A JAMAIS ETÉ QUESTION. Si la Sonacotra persiste dans ce point de vue elle ne pourra être comprise par les résidents et l'ensemble des travailleurs qui nous soutiennent, que comme un prétexte pour rompre l'accord passé entre les deux parties.

L'appel du comité de coordination du 8 juin n'avait d'autre but qu'informer largement l'opinion publique et éviter ainsi toute provocation.

Le comité de coordination représentant plus de 47 foyers en grève réaffirme sa volonté de négocier avec la société Sonacotra sur la base de la plate-forme revendicative de tous les foyers. Que de nouvelles négociations ne s'ouvrent pas le 11 juin, la société Sonacotra en portera la responsabilité.

Bientôt le sommet des non alignés à Colombo

Les aigres de Moscou

Le Bureau de coordination du Mouvement des pays non-alignés vient de se réunir à Alger pour préparer le prochain sommet qui se tiendra en août à Colombo (Sri-Lanka).

Il a estimé que le précédent «sommet» d'Alger a constitué «un tournant important dans l'évolution du Mouvement non-aligné, en renforçant l'unité et la solidarité des pays non-alignés... en donnant une impulsion nouvelle à la lutte des peuples du tiers monde... contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, et les autres formes de domination étrangère et contre toutes les formes d'exploitation des richesses nationales par les intérêts étrangers.» Réaffirmant son soutien total au peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits nationaux inaliénables, le communiqué final du bureau «adresse un appel pressant à toutes les parties libanaises en conflit pour qu'elles cessent leur lutte fratricide, rétablissent la paix et sauvegardent l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban non-aligné.

Le bureau considère que la responsabilité de la solution de la crise libanaise incombe aux Libanais eux-mêmes.»

Liban

LES DECISIONS DE LA LIGUE ARABE

Les représentants de 20 pays arabes et le responsable de l'OLP, Yasser Arafat, ont achevé la nuit dernière au Caire les travaux du sommet extraordinaire de la Ligue arabe appelé à chercher une issue à la situation au Liban.

Deux amendements ont été apportés aux résolutions adoptées à l'aube de la journée de mercredi. Le premier souligne que la mission des forces arabes au Liban doit être effectuée dans le cadre de la souveraineté libanaise et que l'importance de ces forces doit être déterminée par le secrétaire général de la Ligue arabe, selon les besoins de la situation au Liban et en accord avec l'OLP et les pays arabes participant à ces forces.

Le second attire l'attention de l'OLP sur le fait que les accords précédents conclus avec les autorités libanaises doivent être respectés.

Les délégués de cette assemblée extraordinaire se sont séparés en déclarant

Le communiqué réaffirme également les points suivants :

— Solidarité avec les peuples en lutte contre la domination coloniale et la discrimination raciale.

— Droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

— Constatation que «la détente reste limitée dans sa portée et son étendue géographique».

— Soutien à la réunification de la Corée et aux légitimes revendications des peuples latino-américains.

La perspective du prochain sommet de Colombo agite beaucoup les sociaux-impérialistes russes. Comme à la veille de la Conférence d'Alger, ils multiplient, à travers leur machine de propagande, de grossières ingérences dans les affaires du Mouvement des non-alignés.

Un article récent de la revue «Kommunist» proclame ainsi : «Les éléments du Mouvement du non-alignement sont très variés... des pays socialistes aux pays monarchiques», il sous-entend ainsi qu'il y a des forces «saines» et d'autres «conservatrices» selon qu'elles sont plus ou moins sensibles aux pressions venues de Moscou.

Un papier de l'Agence Tass du 19 mai est encore plus franc qui enjoint aux

non-alignés d'établir une «alliance» avec les «pays socialistes» qui forment une «grande communauté»... dirigée par le social-impérialisme russe.

Cette insistance frénétique s'explique par l'appel énergique des pays petits et moyens à lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, devenu déjà un sérieux obstacle aux projets d'expansion planétaire de l'URSS. Lors de sa première conférence au sommet tenue en 1961 à Belgrade, le Mouvement des non-alignés ne comptait que 25 pays. A Alger, en 1973, 75 pays étaient représentés. On attend plus de 100 au sommet de Colombo. Cette

grande force anti-impérialiste est de plus en plus consciente de la nature du social-impérialisme.

Le récent communiqué d'Alger souligne ainsi :

«L'urgence qu'il y a à consolider la coopération entre les pays non-alignés, afin d'éloigner toute menace contre leur souveraineté, leur intégrité territoriale, leur indépendance». Il s'engage à ce que soit soutenu «tout pays non-aligné qui serait l'objet de pressions, de coercition, et d'intimidation». Voilà qui fait enrager les sociaux-impérialistes et qui accentue leur aigreur à l'encontre des pays non-alignés qui refusent leur tutelle.

Italie (2) — Document du PCI (M-L)

Ne pas diviser les masses sur le vote mais les unir sur leurs véritables intérêts

Nous publions ci-dessous des extraits d'un document du PCI (ml) sur la situation en Italie à la veille des élections législatives du 20 juin. Dans un premier article (HR No 505) étaient évoqués l'ingérence des superpuissances et le rôle des élections dans le cadre des manœuvres de la bourgeoisie pour faire payer la crise aux travailleurs.

Le parlement, expression de la «démocratie», ne reflète nullement la volonté des électeurs lesquels, influencés par l'appareil de propagande, votent pour des hommes imposés par les noyaux dirigeants des partis sans consultation des adhérents et encore moins des électeurs, hommes qui ne répondent de leurs mandats que devant les directions bureaucratiques. Le parlement se trouve revalorisé dans chaque campagne électorale par ces mêmes partis, qui empochent avec la nouvelle loi sur la course électorale des milliards et des milliards produits par la sueur des travailleurs, et s'évertuent à illusionner et tromper une fois de plus les électeurs.

La Démocratie chrétienne, bien qu'en proie à des contradictions déchirantes, est la principale représentante de la domination de classe de la bourgeoisie, de l'obscurantisme du Vatican et de l'impérialisme US. Elle est prête à épouser toutes les forces les plus réactionnaires, y compris les fascistes du MSI-DN.

A travers la politique de compromis historique les dirigeants révisionnistes du PCI se présentent comme des administrateurs efficaces pour résoudre la crise du capitalisme, en enchaînant les masses populaires au

char de la bourgeoisie, en cherchant à les convaincre d'accepter les plans du capitalisme pour le «salut de la patrie» : exploitant la poussée à gauche qui existe effectivement dans le pays, les dirigeants du PCI essaient de l'acheminer sur la voie du compromis historique. Le PSI s'efforce de diffuser dans les masses les illusions réformistes qui «résoudraient» la crise et donc les problèmes des masses.

Avec ces partis, ceux moins influents du PRI au PSDI en passant par le PLI font la figuration sur la scène électorale, tirant à droite ou à «gauche» selon les circonstances et pour compléter le décor, il y a les dirigeants opportunistes du «PDUP-Manifesto», de l'«Avant-garde ouvrière», de «Lotta continua» et compagnie. Pris dans la frénésie électorale, ceux-ci jettent par dessus bord les résidus de leurs velléités pseudo-révolutionnaires, s'entre-déchirent pour grappiller des voix dans l'espoir d'obtenir quelque siège au parlement et l'utiliser comme monnaie d'échange avec les révisionnistes, chose qu'ont déjà faite du reste dans certain conseil communal, provincial ou régional les représentants élus l'an dernier sur les listes de «Démocratie prolétarienne». On alimente l'illusion qu'un «gouverne-

Le 4 mai a commencé à Dortmund le procès politique contre «Roter Morgen».

De quoi «Roter Morgen» est-il accusé ? «D'avoir insulté et ridiculisé la République fédérale», d'avoir dénoncé par exemple la torture des prisonniers politiques, d'avoir caractérisé l'État ouest-allemand d'État d'exploiteurs et d'opresseurs, d'avoir dit que les capitalistes et l'appareil d'État font tout pour obtenir une exploitation accrue des travailleurs. En bref, il est accusé d'avoir dit la vérité et d'avoir propagé le marxisme-léninisme.

Ce procès est grave. Il vient alors que 7 des numéros incriminés ont déjà été soit saisis soit punis d'une peine d'amende (en tout

3 600 000 anciens francs). Comme l'écrit «Roter Morgen» dans son édition du 1er Mai, le procès contre «Roter Morgen» est l'attaque la plus vaste dont est victime la presse communiste depuis l'interdiction du KPD en 1956. C'est un pas vers l'interdiction complète de la presse communiste. Dès maintenant, les procès se multiplient contre d'autres journaux révolutionnaires et progressistes. Par le procès contre «Roter Morgen», la bourgeoisie veut créer un exemple pour s'attaquer également à tous ces journaux.»

Solidarité au «Roter Morgen» et à ses directeurs de publication accusés, Karin Wagner et Gernot Schubert !

la voie à on ne sait quelle perspective révolutionnaire. C'est une dure leçon pour ceux, notamment les jeunes étudiants et intellectuels et certains travailleurs, qui croyaient sincèrement trouver dans de tels groupes les organisations où ils pourraient se battre pour la révolution.

TOMBER DANS LEJEU DE LA BOURGEOISIE ET DU RÉVISIONNISME

A tous ceux qui se réfèrent aux partis de la «gauche» parlementaire, nous disons ceci : notre Parti considère comme une question tactique la participation ou non aux élections avec une liste de candidats : il ne s'agit donc pas d'abstentionnisme ou de participation à tout prix par principe.

Dans la situation concrète d'aujourd'hui, notre Parti avertit que porter la lutte sur le terrain du vote signifie tomber dans le jeu de la bourgeoisie et du révisionnisme, placer le combat sur un mauvais terrain. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de ne pas diviser les masses sur le vote, mais de les unir sur leurs véritables intérêts de classe. C'est pourquoi également notre Parti s'engage actuellement au maximum, non pas dans la course électorale, mais bien pour impulser la lutte sur les problèmes vitaux des masses laborieuses : la lutte contre la vie chère et le chômage, contre l'oppression et l'exploitation patronales ; la

lutte contre le fascisme, la fascisation de l'État et la présence de l'impérialisme US en Italie ; la lutte contre les manœuvres révisionnistes et la pénétration sociale-impérialiste ; la lutte contre les dangers de guerre qui proviennent de la rivalité des deux superpuissances, contre l'hégémonisme, pour une véritable indépendance nationale.

De cette réalité de lutte de classe il découle qu'un révolutionnaire conséquent à l'heure actuelle ne peut qu'annuler son vote par des inscriptions ou des symboles révolutionnaires, voter blanc ou s'abstenir exprimant ainsi une protestation de masse. (...)

Vous aussi, avec les militants de notre Parti et tous les travailleurs avancés, vous devez en cet instant accroître votre vigilance, être prêts à toute éventualité, prêts à affronter par toute forme de lutte et écraser les plans de la réaction et des deux superpuissances. Ne déléguez pas votre immense potentiel de lutte à d'autres qui se préoccupent uniquement des intrigues au sommet.

La lutte de masse directe et organisée est le seul moyen efficace que possèdent la classe ouvrière et tous les travailleurs pour défendre l'amélioration des conditions de vie, pour arracher de nouveaux droits, pour avancer vers une société nouvelle débarrassée des exploités et des oppresseurs, pour réaliser un authentique pouvoir du peuple, la dictature du prolétariat, qui représente la plus large démocratie pour les réels intérêts des masses populaires (...)

Sur Antenne 2, mercredi soir

UNE INSULTE AU PEUPLE CAMBODGIEN

Rien ne manquait, mercredi soir, à l'arsenal de l'émission «C'est-à-dire» sur les prétendues maquis de «Khmers libres» au Cambodge. Pas un seul cliché de la campagne haineuse déchaînée par tous les réactionnaires qui enragent de la libération glorieuse du Kampuchéa démocratique n'était absent, de la «pièce à conviction» filmée, ramenée par Jean-François Chauvel de «quelque part dans la forêt cambodgienne».

Transferts autoritaires de population, massacres de «tous ceux qui savent lire et écrire», famine organisée et suppression de toutes les libertés, fines allusions à la révolution chinoise... la panoplie d'une propagande éculée nous était livrée au grand complet sur Antenne 2, à une émission et une heure de grande écoute.

Quant à la «pièce à conviction», mettant en scène un quarteron de fantoches gras, bien nourris et vêtus d'uniformes flambant neufs, on ne voit guère qui elle pourrait convaincre, hormis ceux qui s'accrochent à leur délire réactionnaire.

Si l'existence de cette poignée de fantoches à quelque réalité, indépendamment de la mise en scène orchestrée que puait cette séquence, elle est bien caractérisée par

cette chanson que pleurnichait l'un d'eux : «je suis sans espoir». Oui la cause de ces fantoches et de ces traîtres est bien sans espoir, et ce n'est pas le renfort et la caution que leur a apporté Michel Debré, souhaitant que «cette résistance soit bientôt dotée d'une tête, d'une direction», qui leur en donnera. Car cette «tête», ils l'ont déjà. Elle a les traits odieux de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe, complices, chacun à leur manière, pour tenter d'étouffer la voie de la véritable résistance khmère. Mais cela c'est déjà du passé, même si les deux superpuissances n'ont pas fini de digérer leur défaite :

Le Kampuchéa nouveau, libre, démocratique va de l'avant comme en témoigne ce manifeste, que nous avons récemment publié, de 126 intellectuels et officiers cambodgiens exilés en Europe, aux USA, au Canada, qui viennent de faire savoir publiquement leur décision de rentrer au pays.

Il reste que cette scandaleuse émission est passée sur les antennes de la Télévision française, avec donc la complicité du gouvernement français. Et que cette infamie doit susciter partout les protestations indignées les plus vives.

Malgré les menaces de Lecanuet

LES MAGISTRATS EN GREVE

C'est une grève tout à fait inédite qui se déroule aujourd'hui 10 juin à l'appel du syndicat de la magistrature. Une grève des magistrats est en effet inhabituelle en France et le garde des Sceaux, Lecanuet, n'a pas manqué de le rappeler en menaçant les magistrats : «Attention ! Cette grève est interdite et vous serez hors-la-loi si vous la faites!»

Mais cet avertissement n'a pas suffi à faire fléchir la volonté des adhérents du syndicat de la magistrature de protester vigoureusement contre la sanction totalement arbitraire qui frappe le juge Ceccaldi, victime de mesures disciplinaires pour

avoir osé réclamer une justice égale pour tous.

Dans une lettre adressée aux procureurs généraux, le syndicat de la magistrature explique sa décision et donne à son action l'objectif de «dénoncer la précarité du statut des magistrats et le contexte de "chasse aux sorcières" dans la magistrature et la fonction publique, et attirer solennellement l'attention de l'opinion publique sur les atteintes portées à la liberté des juges, donc des citoyens.»

Un nouvel épisode qui démontre bien le délabrement profond de l'appareil d'État bourgeois en crise de plus en plus ouverte.

DEFENSE NATIONALE

POURQUOI «LA PRAVDA» SE MET-ELLE EN COLERE ?

Le journal des sociaux-impérialistes russes «La Pravda» s'est livré mercredi à une violente attaque contre les conceptions développées dernièrement par le chef d'état-major de l'armée française sur l'attitude de la France en cas de conflit. «La Pravda» les estime contraires à l'acte final de la conférence d'Helsinki et déclare : «Qu'est-ce qui incite le chef d'état-major des armées françaises, neuf mois après la signature de l'acte final de la conférence d'Helsinki, où furent solennellement proclamés les principes de l'intangibilité des frontières, de la renonciation au recours à la force et même à la menace par la force, à se lancer dans des considérations sur la possibilité, et même sur les plans d'une telle bataille ?»

«La Pravda» se plaint également que le général Mery ait clairement affirmé que la présence des forces françaises en Allemagne n'était pas faite pour se protéger d'une prétendue menace allemande mais d'une menace venant de l'Est.

Pourquoi donc ces attaques après que l'URSS ait affirmé ces derniers temps que la politique extérieure française était positive ? Pourquoi donc les sociaux-impérialistes russes passent-ils des paroles mielleuses et hypocrites aux attaques ouvertes ?

Le général Mery a défini clairement d'où provenait la menace pour la France et les pays européens. Cette menace, c'est celle de l'URSS. Celle-ci voudrait se préparer à l'agression sans être dénoncée. Il a ainsi rompu avec les conceptions sur la défense «tous azimuts» qui aujourd'hui ne pourraient servir qu'à masquer d'où vient la menace de guerre, et à détourner l'attention. Les déclarations du général Mery ont également montré qu'il ne pouvait y avoir de défense nationale face au social-impérialisme russe sans défense commune des pays européens et notamment de la France et de l'Allemagne ; que si l'Allemagne était attaquée ou menacée c'était une menace directe pour la France elle-même, que par conséquent celle-ci interviendrait sur le sol allemand aux côtés de ses alliés. Ceci est évidemment tout à fait contraire à la tactique du social-impérialisme russe qui cherche à diviser les pays européens et notamment la France et l'Allemagne, afin de mieux pouvoir mener à bien une agression et de pratiquer «bouchée par bouchée».

Tandis que lui-même ren-

force sa mainmise sur les forces armées des pays qu'il domine au sein du Pacte de Varsovie, il voudrait que la division règne parmi les pays occidentaux.

Enfin, alors que dans sa rivalité avec l'impérialisme US, l'URSS fait tout pour que les liens entre les pays ouest-européens et les USA se détendent pour mieux se livrer à une agression, les déclarations du général Mery vont dans le sens d'un renforcement de la collaboration avec l'OTAN.

Ce sont là les raisons pour lesquelles «La Pravda» est tellement en colère. Les déclarations du général Mery contrecarrent les visées agressives de l'URSS.

Mais il faut encore souligner un autre point. Les attaques de «La Pravda» montrent clairement ce qu'il en est de la prétendue indépendance des dirigeants du PCF et des divergences qui peuvent exister entre eux et Moscou.

Les propos de «La Pravda» ne se distinguent en

rien des attaques lancées ces derniers jours par le PCF. D'ailleurs, avant de passer à l'attaque ouverte

les sociaux-impérialistes avaient fait état de «réactions défavorables de l'opi-

nion française» aux déclarations de Mery, ce qui désignait en fait les réactions des dirigeants du PCF. Sur

les questions essentielles, ceux-ci agissent conformément aux intérêts hégémonistes de l'URSS.

LA VISITE DU GENERAL MERY EN CHINE

Le ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine a offert le 5 juin au soir un banquet en l'honneur du général Guy Mery, chef de l'État-major des forces armées de France, de son épouse et de sa suite.

Le chef adjoint de l'État-major général Yang Tcheng-wou et le général Mery ont porté des toasts au cours du banquet.

Dans son toast, le chef d'État-major adjoint Yang Tcheng-wou a déclaré : «Le peuple français possède de glorieuses traditions de lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale. Pendant la seconde guerre mondiale, il a mené une lutte inflexible pour combattre l'agression fasciste et conquérir la libération de la patrie. Après la guerre, il a continué de faire d'inlassables efforts pour sauvegarder l'indépendance nationale et la souveraineté d'État.»

«À l'heure actuelle, la conjoncture internationale est caractérisée par de grands bouleversements sous le ciel et une excellente situation. Le facteur de la guerre grandit sensiblement. Les deux superpuissances portent leur rivalité dans tous les coins du globe ; le point clé de cette rivalité c'est l'Europe. Notamment la superpuissance qui psalmodie le plus bruyamment la paix développe avec un zèle redoublé non seulement les armes nucléaires mais aussi les armes conventionnelles qui dépassent de loin les besoins de sa défense, faisant ainsi peser une menace sérieuse sur la sécurité des peuples du monde en général, et des peuples d'Europe en particulier. Nous sommes heureux de constater que de plus en plus nombreux sont les pays et peuples d'Europe occidentale qui voient chaque jour plus clairement d'où provient la menace de guerre à laquelle ils font face. Ils élèvent sans relâche leur voix en faveur de l'union pour accroître leur puissance et préserver leur sécurité. Nous soutenons invariablement les pays d'Europe occidentale dans leur lutte solidaire contre l'hégémonisme.»

«Sous la direction de son grand dirigeant, le président Mao, le peuple chinois a remporté une grande victoire dans sa lutte pour critiquer la ligne révisionniste, contre-révolutionnaire, de Teng Siao-ping et riposter au vent déviationniste de droite visant à remettre en cause les conclusions justes. Cette lutte revêt une grande importance pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et garantir que notre pays ne changera jamais de nature. Par ailleurs, elle nous permet de nous préparer, d'une façon

fondamentale en prévision d'une guerre d'agression à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao, le peuple chinois et l'armée populaire de libération de Chine sont résolus à faire la révolution, à stimuler la production, à améliorer leur travail, et à se préparer activement en prévision d'une guerre, pour mieux entreprendre la révolution et l'édification socialistes de notre pays et apporter ainsi une plus grande contribution à l'humanité.»

Parlant des sentiments d'amitié entre les peuples de Chine et de France, il a ajouté : «Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France, il y a plus de dix ans, leurs rapports se développent sans cesse sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et grâce aux efforts conjugués de part et d'autre. Les échanges entre nos deux armées se sont graduellement multipliés.» Il a exprimé sa conviction que la présente visite du général Mery ne manquerait pas de «contribuer à approfondir la connaissance mutuelle et l'amitié entre nous et à développer les rapports entre nos deux armées.»

Dans son toast, le général Guy Mery a déclaré : «Les glorieuses traditions de cette armée se sont forgées durant la "Longue Marche", la résistance à l'agression étrangère et la libération nationale. La Chine et la France, bien que situées aux deux extrémités de ce vaste continent euro-asiatique, qui ouvre, à nos latitudes, le tiers de la sphère terrestre, sont entrées en relation depuis bientôt huit siècles et ni, autrefois, l'éloignement dans l'espace, ni aujourd'hui, la différence de leurs systèmes économiques et sociaux n'ont empêché leur sympathie mutuelle de naître et de grandir.»

«Bien qu'appartenant à deux systèmes politiques différents, la Chine et la France ont, sur de nombreux points, des conceptions de défense très voisines. Nos deux pays, épris de paix, sont passionnément attachés à la notion d'indépendance nationale. Tous deux ont appris de leur longue histoire, qu'un peuple qui s'en remet à d'autres du souci de sa propre sécurité, court, dans le monde dangereux et incertain dans lequel nous vivons, un danger mortel. La Chine comme la France affirment et développent sans cesse leur volonté de compter d'abord et avant tout sur leurs propres forces.»

Il a exprimé sa conviction que les visites qu'il a effectuées ne manqueront pas de renforcer l'amitié entre la Chine et la France et entre les deux armées.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**


**PLAINFAING (VOSGES) :
2^E OCCUPATION
D'EUROCABLES**

Pour la seconde fois en 15 jours, les travailleurs d'Eurocables (câbles téléphoniques) à Plainfaing (Vosges) occupent leur usine pour des augmentations de salaires, attribution d'un 13^e mois et une prime de transport. Les travailleurs ainsi déterminés sauront vaincre les patrons.

**LES PRODUCTEURS DE LAIT
EN COLERE**

Plusieurs centaines de producteurs de lait de la région de Mortain et de Juvisy-le-Terre (Manche) ont bloqué mardi pendant plus de dix heures des camions de la société «Besnier» de Domfront (Oise), et gardé pendant plus de 8 heures les directeurs de «Préval Sourdeval», M. Lung, et de «Besnier Domfront», M. Cottreau. Le lait était collecté par Besnier à la suite d'un accord entre les 2 sociétés Préval et Besnier. Les producteurs refusaient de vendre leur lait à Préval à partir du 13 juin du fait qu'ils n'avaient pas été contactés au sujet de l'accord qui en fait ne favorisait que ces grosses sociétés.

Cables de Lyon

La bourgeoisie a fait ses plans, faisons les nôtres !

(Suite de la page 1)

C'est de ces questions que nous nous sommes entretenus avec un camarade de l'usine, militant communiste marxiste-léniniste, pour avancer dans la réflexion politique à partir des luttes et de l'analyse marxiste-léniniste.

La répression par la classe bourgeoise ne s'exerce pas seulement à visage découvert, car contre celle-là, les masses peuvent riposter. Il existe un autre aspect de la répression, plus grave et plus dangereux, celui qui se fait dans l'ombre.

Ainsi aux Câbles de Lyon, le fait que soient réalisés certains produits destinés à l'armée, permet de mettre au point tout un quadrillage policier de l'usine. Les Renseignements généraux et gradés de l'armée sont direc-

tement liés à la direction de l'usine. La section CGT de l'usine à Clichy A, qui se place sur de justes positions de classe, a commencé à soulever cet aspect de la répression, c'est pourquoi nous citons des extraits de son dernier «bulletin unitaire» :

«Certains messieurs de cette entreprise font faire des enquêtes sur le personnel et sur les délégués par un organisme spécialisé comme le "Poste de sécurité industrielle" d'Issy-les-Moulineaux.

«Ainsi se permettent-ils de venir fouiller dans la vie privée, à notre insu et de constituer des fichiers bien utiles, à d'autres fins que le seul secret militaire.

«Car ces réunions avec les gradés de l'armée, car ces

enquêtes du PSI d'Issy-les-Moulineaux ont pour but, aussi, d'examiner le climat social de l'entreprise, les tracts distribués, etc. comme en témoignent des rapports de ces réunions que l'on nous a fait parvenir.

«Cela permet à ces messieurs de faire un coup de filet le jour où ils l'estiment nécessaire.

«Notre direction, dans sa maladresse, vend assez bien la mèche. Elle montre comment l'alibi de la Défense nationale peut lui servir pour réprimer : voyez cette lettre envoyée à notre camarade A. Le Quinquis qui avait un appareil photo le jour d'un débrayage dans la cour de l'usine : "Mademoiselle, le 6 avril 1976, dans la matinée, vous avez été vue par plusieurs témoins en train

de prendre différentes photographies dans l'enceinte de l'établissement de Clichy A... Enfin, circonstance aggravante, il s'agit d'un établissement classé en affectation de défense par ce que travaillant pour la Défense nationale. Aussi, si, nous vous demandons de nous faire parvenir d'urgence la pellicule utilisée dans l'appareil photo qui vous a servi à prendre des vues ce mardi 6 avril. Faute de quoi, nous serons amenés à donner à cette affaire les suites qu'elle comporte. En attendant, nous vous informons que la présente lettre est versée à votre dossier à titre d'avertissement..."

«Si à propos de fait aussi mineurs la direction commence à se servir de l'alibi "Défense nationale", que se passera-t-il quand la situation sera plus grave ?

«A quoi serviront toutes les enquêtes faites, à quoi servira tout le quadrillage de l'usine par ceux que l'on appelle les "agents de sécurité", de sécurité militaire bien sûr ?

«La réponse est claire : à réprimer les travailleurs, à essayer d'anéantir leur capacité de riposte aux atteintes en matière de droits syndicaux et plus généralement, aux libertés démocratiques.»

Ces aspects seront développés lors de la conférence de presse (10 h 30) et du meeting du samedi 12 juin (de 20 h 30 à 22 h 30).

La répression de la bourgeoisie est un signe de faiblesse de celle-ci. Mais elle a une certaine connaissance du mouvement ouvrier, elle

sait que son oppression engendre la révolte. Aussi se donne-t-elle les moyens pour assurer ses arrières. Elle a déjà eu à surmonter plusieurs crises importantes et elle a acquis une certaine capacité à surmonter ses difficultés. En 68 par exemple, même si l'armée était prête à intervenir, elle n'en a pas moins joué une autre carte, en l'occurrence le dangereux piège des élections avec l'aide des dirigeants révisionnistes du PCF.

Aujourd'hui pas plus qu'en 68, les dirigeants révisionnistes et de l'Union de la «gauche» ne tiennent à un mouvement de masse. Leurs préoccupations sont portées sur les échéances électorales, les résultats des cantonales non seulement les incitent à continuer mais en plus à être en campagne électorale permanente. Pour faire valoir aux yeux du clan au pouvoir leurs capacités de gestionnaires de l'État capitaliste, il leur faut essayer de maintenir une relative «paix sociale». Ça, le personnel politique au pouvoir le sait bien, il sait qu'ainsi il a les mains libres pour réprimer le mouvement de masse.

Les révisionnistes et la social-démocratie répandent un dangereux poison : les illusions électoralistes, le Programme commun. Ils désarment les masses idéologiquement et politiquement, et préparent le terrain à la répression politique de masse, comme hier la social-démocratie a fait le lit du fascisme.

C'est pourquoi, la classe ouvrière et ses alliés doivent rejeter et combattre toute politique et collaboration de classe. La bourgeoisie a dressé ses plans, c'est pourquoi la classe ouvrière doit aussi dresser les siens par l'intermédiaire de son parti, le Parti communiste marxiste-léniniste, et non se contenter de répondre au coup par coup. C'est ce que nous abordons demain.

Contre la répression
antisyndicale
MEETING
des ouvriers des
Câbles de Lyon
SAMEDI
12 JUIN
A 20 H 30
Maison du peuple
de Clichy
av. du Gal Leclerc


**Aux Chantiers de
Normandie (Rouen)**
**LA LUTTE
SE POURSUIVRA
CONTRE
LES PATRONS
ET LEURS LAQUAIS
REVISIONNISTES**

C'est suite aux manœuvres révisionnistes que les travailleurs du chantier de Rouen ont arrêté l'occupation.

En effet, depuis le 29 mai, les révisionnistes dirigeants dans la CGT ont entrepris de faire reprendre à tout prix le travail, venant ainsi au secours des patrons de Dubigeon-Normandie. Mais les ouvriers ont vu clair dans leurs manœuvres : le 29 mai, ils les ont empêchés de pénétrer dans le chantier occupé.

Parallèlement, les révisionnistes des chantiers du Havre et de Dieppe ont poussé à la reprise et, coup de poignard dans le dos, ils ont signé les accords en dehors des ouvriers du chantier de Rouen, contrairement à ce qui avait été décidé collectivement entre les 3 chantiers une semaine auparavant. Ils ont même refusé le soutien aux collectes organisées collectivement parce que le syndicat CGT du chantier de Rouen «est dirigé par des gauchistes» et «qu'il a mis à la porte les responsables PCF de l'union départementale CGT». En fait, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont démasqué ces traitres à la classe ouvrière.

Suite à cette campagne de trahison bien orchestrée où l'on retrouve côte à côte patrons, révisionnistes et presse bourgeoise, les travailleurs de Rouen décident en assemblée générale de continuer l'occupation jusqu'au 4 juin, et c'est la rage au cœur qu'ils sont sortis de l'entreprise en chantant une vibrante Internationale.

Pour les ouvriers du chantier de Rouen, la lutte n'est pas terminée, car, en accord avec leurs syndicats CGT/CFDT du chantier, ils refusent de signer l'accord bidon, mais se promettent bien d'obliger le patron à appliquer les maigres acquis arrachés par la lutte. Ils restent mobilisés pour reprendre un prochain jour la lutte.

Une brèche a été ouverte contre le révisionnisme, il s'agit de continuer à expliquer aux travailleurs ce que sont les dirigeants PCF et pourquoi ils trahissent.
Correspondant HR Rouen.

Besançon le 6 juin

LA COORDINATION NATIONALE DES ENTREPRISES EN LUTTE EST CREEE

Dimanche dernier à Besançon, à l'appel de la coordination des luttes qui s'était mise en place à Griffet et Lip au début mai, une quarantaine de délégations de sections syndicales d'entreprises ou d'autres organisations comme des comités de chômeurs se sont réunies. Le but était de mettre sur pied concrètement cette coordination que tous souhaitaient voir naître depuis des semaines et d'envisager les actions qu'elle pouvait entreprendre.

Dès le début de la réunion sous l'impulsion de la section CFDT la discussion portait sur la composition de la coordination. En retrait sur l'ouverture réalisée les 8 et 9 mai, lors des journées portes ouvertes de Lip, les propositions de la section CFDT locale consistaient à limiter aux seules entreprises en lutte contre les licenciements collectifs. Si le souci de définir les buts et rôle de la coordination, ni organisation syndicale nouvelle ou mouvement de masse structuré, est profondément juste, la position de la CFDT de Lip interdit de fait aux entreprises qui luttent à l'heure actuelle sur d'autres revendications (contre la répression ou les bas salaires notamment) de faire partie de la coordination. De nombreuses délégations présentes représentant des travailleurs qui agissent aujourd'hui contre la répression patronale, policière et juridique (pour faits de grève le plus souvent), ou qui ont à préparer la riposte à des licenciements collectifs futurs (Hoover, Rhône-Poulenc, etc.) critiquèrent cette position définitive et sans appel des Lip. Cependant devant les manœuvres de militants trotskystes qui, tels des mouches sur un gâteau de

miel, rallaient dans le but d'élargir «tous azimuts» la coordination la majorité des entreprises se ralliaient à la position des délégués de Lip.

Trois commissions alors étaient formées : lutte contre les licenciements collectifs et fermeture d'entreprises — chômage emploi — lutte contre la répression. La coordination dont le secrétariat est confié à Lip prenait en définitive un certain nombre de décisions dont :

— la coordination est formée d'organisations d'entreprises en grève ou occupées contre les licenciements et dont les représentants sont mandatés pour la coordination. Une usine de Besançon, Bougeois, participe à la coordination et représente les entreprises en lutte contre la répression.

— la coordination s'engage à élaborer une liste des usines en lutte et à fournir aux autres tous renseignements utiles.

— des perspectives d'action pour la fin du mois et en juillet qui seront rediscutées.

Pour notre part, les limites actuelles pour la participation à la coordination et l'absence d'initiatives propres à mobiliser l'ensemble des entreprises en lutte rapidement sont des insuffisances liées à une position de conciliation envers les confédérations syndicales. Ceci dit, cette initiative doit être soutenue et encouragée elle répond aux aspirations des masses ouvrières aujourd'hui, son renforcement et son élargissement dépendent de l'orientation anticapitaliste, antirévionniste et réformiste qu'elle prendra sous l'impulsion des éléments avancés de la classe ouvrière.



Mobilisation pour la réintégration des instituteurs licenciés en Seine St-Denis

L'annonce des licenciements de 137 instituteurs et remplaçants (dont certains possèdent le CAP) en Seine-St-Denis, par l'Éducation nationale a provoqué la révolte et la riposte de nombreux instituteurs titulaires. Dans une profession où le mouvement syndical est fortement gangrené par l'esprit de concertation et de collaboration de classe et où les tendances corporatistes et catégorielles sont fortes, la lutte pour la titularisation représente une importante et juste orientation anticapitaliste pour le mouvement des enseignants.

Le 8 juin, l'action s'est poursuivie pour la réintégration des 137 maîtres-auxiliaires licenciés en Seine-St-Denis. Aux Lilas, 47 instituteurs sur 62 sont en grève. Sur le CES, 7 professeurs débrayent en solidarité. Parmi les non-grévistes, il y a des gens du syndicat national des instituteurs tendance «unité-action» (la fraction du PCF). Au CES ils ont dit : «Cette grève ce n'est pas notre problème. On est dans le secondaire, pas dans le primaire».

Mardi matin à l'assemblée générale les grévistes qui ont constitué un comité de grève, se sont partagés le travail : une équipe de propagande en direction des parents, une équipe en direction des autres écoles du département, etc.

Mardi soir a eu lieu une manifestation qui a rassemblé environ 250 personnes, parents et enseignants, aux Lilas. Toute la journée, les dirigeants «unité-action» du SNI ont fait courir de faux bruits : la réunion de parents se serait prononcée contre la grève, ce qui est faux ; ils multiplient les calomnies, tentatives de démoralisation, de magouilles, prises de décisions seuls sous couvert de décisions prises par le comité local d'action laïque, etc. Les instituteurs s'opposent activement à ces manœuvres. Ils demandent des comptes et discutent de ces problèmes en assemblée générale...

Pour nous l'axe de la lutte c'est non aux 137 licenciements, pas un seul licenciement. Tout ce qui détourne de cette lutte doit être dénoncé fermement.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Interview d'un membre du comité de coordination des foyers Sonacotra

«UN JOUR OU L'AUTRE, LA SONACOTRA CEDERA»

Qu'est-ce qui a permis au comité de coordination de prendre l'initiative de redemander de nouvelles négociations avec la Sonacotra ?

Le 6 juin 76, le comité de coordination s'est réuni,

il y a des foyers qui sont même rentrés en grève la semaine passée. Il y a aussi des foyers de province qui nous ont contactés pour nous informer qu'ils étaient prêts à se mettre en grève et à rallier la coordination. Il y

il y a une seule position envers le PCF. Si un parti se dit communiste il défend les travailleurs. S'il ne défend pas les travailleurs, c'est un faux parti communiste, c'est un parti de la bourgeoisie. Ça, les travailleurs ne l'ont pas inventé ; depuis le début ils ont vu la pratique et les positions du PCF. Ce parti a essayé de mettre fin à la grève plusieurs fois. Tout le monde a vu que ce qu'il cherchait avant tout c'est faire passer son programme dans la tête des résidents, en distribuant les cartes d'adhésion comme des prospectus.

En voulant négocier foyer par foyer, en niant l'existence du comité de coordination quand il a vu que les éléments qu'il y avait infiltrés ont été expulsés, en proposant une nouvelle plateforme à la Sonacotra, il a permis à celle-ci de rompre les négociations.

Je voudrais aussi profiter de cette interview pour faire une clarification. Nous, on ne met pas sur le même pied le PCF et la CGT et l'Amicale. On n'est pas contre le syndicat et les travailleurs

syndiqués à la CGT, on est contre les patrons de la CGT qui veulent imposer la ligne politique du PCF et qui ont voulu briser notre mouvement.

Pour l'Amicale des Algériens, on sait que c'est une organisation patriotique algérienne qui a lutté contre le colonialisme. Mais on est contre les bureaucrates qui baissent la tête devant le faux parti communiste à l'encontre des intérêts des immigrés algériens.

Ces gens-là, ils se sont mis avec la Sonacotra, côte à côte.

C'est quand la Sonacotra a bien compris cela, qu'elle a rompu les négociations et a fait appel à l'appareil d'Etat qui protège ses intérêts pour réprimer notre mouvement.

Seulement là aussi, ça a été l'échec, et les résidents ont renforcé leur unité.

Aujourd'hui, quoiqu'il arrive, nous avons confiance dans l'avenir parce que nous avons les résidents avec nous. Nous montrons notre bonne volonté. Un jour ou l'autre la Sonacotra cédera. Pour nous c'est une certitude.



et on a décidé à l'unanimité les négociations avec la Sonacotra. C'est après l'analyse de la situation que l'on a pris cette décision.

Aujourd'hui dans les foyers, il y a une forte mobilisation ; les travailleurs veulent que leurs revendications soient satisfaites. Nous représentons, au comité de coordination, l'aspiration de milliers d'ouvriers immigrés des foyers qui ont entamé la grève, certains depuis plus d'un an, d'autres depuis neuf, six, trois mois et même quelques-uns la semaine dernière.

La lutte continue, alors que la Sonacotra n'a pas mis de bonne volonté pour négocier avec nous, parce que la plate-forme revendicative la dépasse. Ça la dépasse parce que notre lutte a un caractère profondément démocratique, parce que nous demandons la liberté d'expression sous tous ses aspects dans les foyers ; nous demandons les mêmes libertés — toutes limitées qu'elles soient — que les travailleurs français ; nous demandons l'égalité des droits. Par exemple nous ne voulons plus des gérants racistes, mais nous voulons de simples concierges comme il en existe dans les immeubles des français...

On a déjà négocié quatre fois depuis un an, avec la Sonacotra, mais elle n'y a jamais mis de la bonne volonté. Depuis le mouvement ne s'est pas arrêté comme elle a pu l'espérer. La tactique de l'essoufflement a échoué. Le renforcement de l'action, les patrons de la Sonacotra, avec leurs indicateurs, l'ont vu un peu partout. Il y a eu des journées portes ouvertes dernièrement dans plus d'une dizaine de foyers qui ont été dans l'ensemble des succès.

a aussi les assemblées générales toutes les semaines dans chaque foyer...

Mais nous avons lu dans la feuille trotskyste «Rouge» que la décision du comité de coordination avait été prise sous pression de la base, et que d'autre part, il y avait de nombreux problèmes dans les foyers. Qu'en est-il exactement ?

Je crois, camarade, que ce papier-là, c'est de dehors qu'il regarde les choses. Or pour voir la mobilisation il faut être dedans. Nous faisons un démenti catégorique : il n'y a pas de démobilitation, il y a renforcement ; le comité de coordination a pris une décision conforme aux intérêts et aux aspirations des résidents. Ces gens qui écrivent cela sont des pessimistes. Mais en plus dire cela fait le jeu de la Sonacotra à la veille des négociations.

La Sonacotra avait rompu plusieurs fois les négociations et avait jusqu'à présent refusé de négocier. Qu'est-ce qui lui permet d'avoir cette position intransigeante ?

La Sonacotra aujourd'hui a perdu beaucoup d'argent en faisant traîner les choses en longueur ; elle y a perdu sa respectabilité. Dans beaucoup d'usines de la région parisienne, Sonacotra ça veut dire «foyers prisons» pour les ouvriers... A faire traîner les choses, elle a permis leur prise de conscience importante de la part des immigrés sur les causes de leur exploitation.

Il y a un autre facteur qui a aidé la Sonacotra. Pour l'ensemble des résidents pour l'ensemble du comité de coordination, c'est clair,

ACCIDENTS DU TRAVAIL

PLAINTE CONTRE UN PATRON POUR HOMICIDE INVOLONTAIRE

Un travailleur qui n'était pas grutier de profession manœuvrait une grue sur le chantier de la Socaltra-Levivier à Fos-sur-Mer le 25 mai dernier. Jean-Pierre Cornel qui était avec lui accompagnait les pièces que portait la grue. En tournant celle-ci accrocha un câble haute-tension. Et Jean-Pierre fut éjecté.

Se précipitant pour lui porter secours, Gabriel Cornel, son beau-frère, qui se trouvait là, fut électrocuté. Gabriel était bien connu à Fos, où il vivait avec sa famille, dans une caravane depuis 3 ans.

Une plainte a été déposée le 4 juin avec constitution de partie civile auprès de M. Girousse, premier juge d'instruction, contre l'employeur, pour homicide involontaire. Comme nous l'a déclaré Myrtho Brushi, avocate à Marseille, «cette affaire met en lumière, une fois de plus, les conditions de travail existant dans certaines entreprises. La loi du profit primant sur la sécurité.» En l'occurrence sur le chantier de la Socaltra-Levivier, il n'y avait pas de réunion du comité d'hygiène et de sécurité, rien pour se protéger des câbles haute-tension, le patron se refusait à employer des professionnels qualifiés pour certains travaux, et il n'y avait personne non plus pour surveiller certaines opérations dangereuses...

Etudiants

Quatre étudiants toujours en prison à Montpellier

RIPOSTE A LA REPRESSION

Alors que la lutte se poursuit pour la libération immédiate des étudiants de Montpellier emprisonnés — Didier Rafanel, Jean Laforgue condamné à un an de prison, Michel Mira et Jean-Luc Clavier — l'assemblée générale des étudiants de la faculté des Lettres de Montpellier, réunie récemment en faculté de Sciences, a adopté le texte suivant qui vise à développer une offensive de masse contre la répression, la levée des inculpations et la mise en liberté des étudiants arbitrairement incarcérés.

«Après la répression qui s'est abattue sur les métallos de La Rochelle, sur les travailleurs de Caron-Ozanne, les travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra, les viticulteurs à Montredon, les Corses à Aléria, etc. le pouvoir frappe aujourd'hui le mouvement étudiant, notamment à Montpellier où celui-ci s'est donné les moyens de continuer la lutte.

«Les étudiants ont voté et mis en application le boycott des examens, ce qui a amené une répression féroce : arrestations et matraquages massifs, fichages anthropométriques illégaux, interdiction de réunion dans la faculté... Dans le cadre de cette répression aveugle, quatre étudiants sont inculpés, l'un a été jugé et condamné à un an de prison dont quatre mois fermes.

«En conséquence, nous avons décidé de créer un comité contre la répression sur la base de la plate-forme suivante : 1/ adhésion individuelle à ce comité ; 2/ soutien des organisations sur la base de la ligne définie par le comité de soutien autonome ; 3/ les camarades aujourd'hui inculpés sont en fait des boucs émissaires pris comme victimes d'une machination policière — celle-ci a pour

but de briser le mouvement engagé à la faculté des Lettres depuis la décision prise en assemblée générale de boycotter les examens —, convaincus de leur innocence dans les faits qui leur sont reprochés, nous leur réaffirmons notre soutien total et exigeons leur libération immédiate ; 4/ le comité de soutien s'élève contre la répression qui s'abat contre toutes les luttes populaires et demande la libération de toutes les victimes de la répression».

Dans le but d'élargir la riposte à la répression et de lui donner un réel caractère de masse, les étudiants ont contacté différentes sections syndicales d'entreprises. Ils ont également diffusé le texte ci-dessus sous forme de tracts à la population pour l'appeler à constituer des comités de soutien contre la répression. C'est également dans le même but que l'assemblée générale des étudiants avait décidé d'envoyer deux délégués à la coordination des luttes qu'ont organisée récemment les Lip à Besançon. Les étudiants délégués devaient y expliquer les bases de la lutte étudiante menée à Montpellier et populariser l'actuelle bataille menée contre la répression qui frappe leur mouvement.



informations générales

Témoignage

QUAND LES FLICS AGRESSENT UN ANTILLAIS

«J'ai été témoin d'agissements inqualifiables de la part de policiers en service à la sortie du centre hospitalier de Nantes...

«Le lundi 24 mai dernier, j'étais dans le hall de l'hôpital de Nantes, lorsque j'ai assisté à la sortie d'une personne que je connais de vue, monsieur Nicolas Norbert, d'origine antillaise. Cette personne avait visiblement été frappée et était encadrée par trois policiers, il était approximativement 9 heures ; sur le parvis de l'hôpital il y avait trois cars de police, j'ai pu dénombrer une quinzaine de policiers en uniforme.

«Lorsque M. Nicolas est sorti, il a été entouré par une dizaine de policiers, qui lui ont passé aussitôt les menottes aux pieds et aux mains. A peine cette «formalité» remplie, ils se sont mis sur monsieur Nicolas, s'acharnant sur lui à coups de pieds et de poings jus-

qu'à ce qu'il s'écroule. Alors qu'il était par terre, cette agression honteuse et inqualifiable s'est poursuivie pendant 5 à 6 minutes. Finalement M. Nicolas ruisselant de sang ne fut pas reconduit dans l'hôpital, mais littéralement jeté dans l'un des cars de police, il paraissait être totalement inconscient.

«J'ai appris par la suite que cette lamentable affaire avait commencé suite à une discussion au sujet d'une contravention !

«Je n'ai, par contre, pas pu savoir ce qu'était devenu M. Nicolas, ni quel était le degré de gravité des blessures apparentes qui lui avaient été infligées, car il ne fut pas ramené à l'hôpital. Je n'ai pas été le seul à manifester ma désapprobation, devant ce spectacle barbare, mais les policiers présents sont vite devenus menaçants vis-à-vis des témoins de la scène...»

Un lecteur nantais indigné et révolté.

LES ESCROCS DU PORTE-A-PORTE

Souvent des gens viennent nous trouver pour nous vendre à domicile des gadgets ou des objets en tout genre. De porte en porte, toute la journée, ils essaient de placer «leurs» camelote. Et soupçonneux, on leur referme la porte au nez en se disant que ce pourrait bien être des escrocs et que de toute façon ils «n'ont qu'à travailler comme tout le monde». Les escrocs ? Ils existent. Derrière. Pas de porte-à-porte exténuant pour eux. Ils se contentent de racoler des démarcheurs et de faire des profits sur leur dos. Deux jeunes chômeurs de la région lyonnaise, âgés de 18-19 ans, viennent d'en faire l'expérience.

Au vu de cette petite annonce parue dans «le Progrès» du 21 mai dernier, nous avons décidé de téléphoner pour avoir plus de renseignements.

éducateurs(trices) animateurs(trices) conventions collectives de 1966 T. (74) 84 36 38
URG mais enf dem 1^{er} juin, fin sept, infirmière et ménagère. La Cie des Champs, Feternes 74500 T. 71 21 52
JINES GENS mes filles vente dessins sérigraphiques. Bénéfice journalier + prime fixe mensuelle. Tél. 72 58 40 Lyon
RECH chef équipe pr vte porte à porte, non début.

La petite annonce du «Progrès»

Une jeune voix féminine — style hôtesse — nous répond : «Oui, alors je vais vous expliquer l'organisation de notre affaire. Nous sommes une équipe de jeunes qui faisons de la vente

de dessins sérigraphiques au porte-à-porte. Vous avez un fixe de 1 200 F par mois (ce qui est faux, note de nos correspondants) et vous touchez 5 F par dessin vendu. Vous travaillez en déplacement soit sur Lyon soit à l'extérieur, sous la responsabilité d'un chef d'équipe. Ambiance décontractée. On travaille en «jean» (citation exacte, note de nos correspondants). Notre adresse : 16, rue Charlepin à Lyon.

Pour de plus amples précisions nous nous sommes déplacés jusqu'au «bureau» et avons été engagés pour le lendemain.

OU L'ON DECOUVRE LE POT AUX ROSES

Le lendemain matin donc à 9 heures et demie, nous partons. Un groupe de 6 vendeurs avec un conducteur et un chef d'équipe, dans une «504» break im-

matriculée 75, et en avant pour le porte-à-porte.

On nous a prévenus, la maison touche 15 F par dessin vendu. Cela signifie que nous, pour toucher nos 5 F, il faut que nous vendions les sérigraphies au moins 20 F pièce... Pour nous faciliter la tâche, on nous a donné des «tuyaux». Par exemple, il faut se présenter aux gens comme cela : «Nous sommes des étudiants. Nous faisons nous-mêmes ces dessins. Voudriez-vous nous aider à financer notre atelier ?» Tu parles !

A 15 heures, on s'arrête pour manger. C'est là qu'on va avoir la première surprise : il faut que nous payions 20 F chacun dans un restaurant que l'on nous a désigné. Puis on reprend le travail.

Le soir vers 21 heures, on a la 2e surprise. Sur le chemin du retour, dans la voiture, on nous annonce qu'il faut qu'on «rende» 21 F pour les frais d'essence...

Après quoi, tous les deux on fait un peu le bilan de la journée. Là, ce qui nous attend, ce n'est pas la moindre de nos surprises.

De 11 à 15 heures, l'un de nous a vendu 2 dessins à 20 F et 1 à 15 F «seulement», l'autre a vendu un dessin à 20 F. Dans le même temps l'employeur s'est donc mis 60 F dans la poche, le prix de 4 dessins à 15 F.

Pour le repas, nous avons versé chacun 20 F. Puis de 17 h à 20 h 45, le premier d'entre nous a vendu 4 dessins à 20 F et 4 à 15 F, l'autre 4 dessins à 20 F et un à 15 F. Ce sont donc 195 F, le prix de 13 sérigraphies, qui sont allés dans la poche du patron. Enfin au retour, nous avons versé chacun 21 F pour l'essence.

Au total le premier d'entre nous a gagné 30 F puisqu'il n'a touché 5 F que sur 6 dessins, mais il a versé 41 F. Donc perte de 11 F. Le second a gagné 25 F pour 5 dessins vendus 20 F et il a payé 41 F. Donc perte de 16 F. Tandis que l'employeur mettait (60 plus 195) 255 F dans son porte-monnaie !

De 9 h 30 à 21 h, on n'a rien gagné. Le patron, lui, a gagné 255 F sur notre seul travail à nous deux. Calculez ce que ça fait pour 6 vendeurs !

L'art et la manière de profiter de ce que l'on est chômeur pour nous surexploiter.

Voilà comment «on» s'organise sur notre dos. Appelez ces gens-là comme vous voudrez, pour nous ce sont des escrocs !

2 jeunes chômeur.

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

Total au 2/6/76	47 843,31 F
CDHR F. Marty O	135,00 F
Suppl. réabt CG	5,00 F
Id. CE	140,00 F
Un Ardennais	10,00 F
Une camar. de N	60,00 F
Un lecteur	15,00 F
Un forestier	60,00 F
CDHR S CH	331,50 F
Suppl. réabt SD	5,00 F
Pr que vive le quot.	
M & HP	150,00 F
Sousc. anon.	100,00 F
CDHR M	110,00 F
Soutien régulier	
travailleur sur marché	50,00 F
2 enseignants progress.	50,00 F
2 militants	400,00 F
CDHR A	330,00 F
Des cam. de la Santé	1 850,00 F
Suppl. réabt MJL	5,00 F
CDHR Sanchez Bravo	100,00 F
CDHR Chou En-lai	250,00 F
Suppl. quot. 1 ouvrier	0,50 F
1 jeune JCMLF	1,50 F
YMJ	150,00 F
CDHR Dombrowski	286,00 F
Sur jrx invendus	79,50 F
PP	10,00 F
CDHR Politzer	700,00 F
FD	50,00 F
Suppl. réabt FM	110,00 F
Cercle et sympathisants	
JCMLF N.V. Troy	69,50 F
Un appelé	15,00 F
Pr que vivent l'HR et la dict. du prol.	85,00 F
Suppl. réabt SS	60,00 F
CDHR Chou En-lai SN	200,00 F
Pr le soutien au quot. et sa juste lutte MJ	50,00 F
Suppl. réabt MMme GCH	10,00 F
Id. BM	200,00 F
Id. DD	45,00 F

Total au 7/6 = 54 121,81 F

LES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES ORGANISENT UNE RÉUNION-DÉBAT VENDREDI 11 JUIN A 20 H 30 salle de la rue Camille-Blanc No 15 (près du marché du 8 mai) A VITRY-SUR-SEINE VENEZ NOMBREUX !



TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 Source.

SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

De sidérurgistes lorrains

Romain, C'est par l'Humanité rouge que nous avons appris que tu étais emprisonné après avoir été inculpé, ainsi que quatre militants marxistes-léninistes de Lorient, de reconstitution du PCMLF.

Nous suivons avec beaucoup d'intérêt toutes les informations de l'Humanité rouge sur le développement de la campagne de solidarité, et nous aurions bien voulu être à la Mutualité le 8 mai dernier pour te témoigner notre soutien sans réserve.

Ton nom était en bonne place parmi les drapeaux rouges de notre groupe au défilé du 1er Mai à Thionville, nous allons maintenant expliquer autour de nous et particulièrement dans la sidérurgie-Lorraine qui tu es et pourquoi tu te bats. Il faut que les sidérurgistes sachent qu'il existe en France un vrai Parti communiste, que ce parti est interdit, et que les militants marxistes-léninistes qui s'inspirent de ses idées et de son programme se heurtent à la répression bourgeoise, comme les petits paysans, comme les étudiants, comme nos frères immigrés de la Sonacotra.

Nous allons rappeler

aux sidérurgistes que tu es en prison parce que tu es au service du prolétariat, alors que les escrocs et les exploités vaquent en toute liberté, quand ils ne sont pas couverts d'honneur.

Nous savons que tu tiendras bon contre ceux qui cherchent à te briser pour décourager les militants au service du peuple, et nous t'assurons de notre fraternelle sympathie.

Des militants marxistes-léninistes dans la sidérurgie lorraine

De travailleurs hospitaliers

La section CFDT de Lariboisière proteste vigoureusement contre les inculpations de Romain Le Gal, écroué à la prison de Fresnes, Jean David, Jacques Leforestier, Hervé Jégouzo, accusés sans aucune preuve de reconstitution de ligue dissoute, à savoir le PCMLF.

Elle envoie son soutien à ces militants et demande la libération de Romain Le Gal ainsi que la levée de toutes les autres inculpations.

Elle s'étonne que des juges français puissent maintenir en prison des ci-

De métallos parisiens

A Albert Teisseyre, petit viticulteur de l'Aude inculpé après Montredon — à Edmond Siméoni, patriote corse inculpé après Aléria — à Romain Le Gal, ouvrier inculpé à Lorient de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) — à tous les autres emprisonnés politiques.

Dans le cadre de la lutte contre la répression, les signataires de cette lettre :

— vous assurent de leur entière solidarité de com-

toyens dont la culpabilité pénale n'est pas établie et dont la liberté ne nuit pas au bien public.

La CFDT Lariboisière dénonce également les agissements de la police à Ponia qui perquisitionne sans mandat, passant outre à la légalité que la bourgeoisie s'est elle-même donnée.

A M. le juge Gallut, à M. l'avocat de Romain Le Gal, à l'UD-CFDT de Vanves, etc.

Section CFDT Hôpital Lariboisière 4, rue Ambroise Paré 75010 Paris

bat. Vos inculpations prouvent que la bourgeoisie a peur. C'est par des mesures répressives qu'elle répond à la montée croissante des luttes populaires contre l'exploitation grandissante.

— exigent vos libérations immédiates, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État, la suppression des mesures fascistes prises par le conseil des ministres, l'arrêt immédiat des mesures de répression et d'expulsion à l'égard des travailleurs immigrés (foyers Sonacotra, travailleurs pakistanais...)

La section syndicale CFDT de la CGCT* est solidaire de cette pétition, et tient à réaffirmer sa solidarité avec les prisonniers politiques, syndicaux et confessionnels victimes de la répression.

Cette répression empêche les travailleurs et les groupes sociaux qui les rejoignent sur le terrain de la lutte contre l'exploitation capitaliste de faire entendre leurs revendications.

* à Paris-15e, principale filiale d'ITT.



culturel

A PROPOS DU PROGRAMME T.V.

Des lettres, nombreuses pour un sujet pour lequel on n'accordait guère d'attention, auparavant, nous sont arrivées et arrivent encore à propos de la parution de la rubrique «Programme TV». Nous passons aujourd'hui deux lettres très constructives qui s'engagent dans le débat que nous avons lancé sur la question à partir de la lettre d'un lecteur parisien. L'une est celle d'un groupe de lecteurs et l'autre est celle d'un camarade ouvrier métallurgiste. Outre ces 2 lettres qui alimentent le débat en le haussant à un niveau idéologique plus élevé, en montrant que ce problème est bien plus profond qu'il n'en a l'air, nous publions également une troisième lettre de lecteurs de Montargis qui avait été envoyée pratiquement en même temps que celle du lecteur parisien et qui allait dans le même sens. Elle ne s'inscrit donc pas directement dans le débat lancé, mais constitue, pensons-nous, un élément supplémentaire pour animer le débat et développer les critiques. Signalons, en outre, que ce débat nous a permis de recevoir bien plus de critiques d'émissions qu'avant (même si cela reste encore faible numériquement). C'est un signe qui montre que de nombreux lecteurs comprennent la nécessité de prendre eux-mêmes en mains la critique TV ; ainsi par exemple, cette lectrice de Paris qui, le lendemain matin même de l'émission des Dossiers de l'écran sur Pétain, est venue porter elle-même, tôt à notre journal, son point de vue. Nous ne saurons jamais trop encourager de telles initiatives.

Un lecteur, ouvrier métallurgiste

C'est bien d'ouvrir cette discussion, il en faudra d'autres, c'est le signe d'un journal vivant.

Moi aussi, je soutiens la publication du programme TV, qui n'a rien à voir avec le tiercé : après la révolution on conservera l'instrument de propagande de la télé.

Par exemple, après la rencontre St-Étienne - Kiev, j'étais suffisamment édifié sur les crocs-en-jambes et les passes au goal pour dénoncer le sport dans les pays capitalistes devant des lecteurs assidus de «l'Équipe» et Cie.

Après l'interview d'Han Suyin, j'ai eu des heures de discussion avec des camarades de travail et l'un d'entre eux a acheté son bouquin.

Plus récemment il y a eu le reportage sur Mao Tsetoung de Roger Pic. Comme l'information en était

donnée dans l'HR, j'ai pu en parler autour de moi à l'avance et le lendemain, rediscussions ; et le mardi suivant, rebelote : vous pouvez croire que le mercredi 9, le casse-croûte a été animé et que la production n'est pas beaucoup sortie !

Pour la critique, il faut démasquer les intellectuels et artistes réactionnaires, remuer un peu la boue de leur passé ; c'est plus utile que de réserver les lieux communs sur les «films bourgeois», «en dehors de la vie».

Pour la critique «après coup», il faut dire que le quotidien ne permet pas de riposter du tac-au-tac : c'est le lendemain matin que les émissions sont commentées, après c'est trop tard. Sauf si l'affaire a marqué les esprits. C'est surtout les séries qu'il faudrait viser,

comme ce feuilleton sur les immigrés ou «Pégan».

Il y a l'interminable (et minable tout court) «Nans le berger», où la moitié des acteurs ont dû apprendre l'accent du Midi chez Berlitz.

Quant aux variétés, les photos de «Jours de France» ou «Paris Match» sont édifiantes sur la vie fastueuse des vedettes de la chanson. Pourquoi ne pas les mettre «en vedette» un jour, avec un commentaire bien saignant ?

Et pour revenir au tiercé, parlons-en justement ! Si on pouvait soulever quelques lièvres là-dessus, ce serait une œuvre d'utilité publique. Le peuple ne paie-t-il pas assez d'impôts ? Il faut montrer aux masses la pourriture qui se cache derrière ces jeux, montrer qui profite du tiercé. D'ailleurs il faut croire que ce n'est pas si efficace, sinon pourquoi se casseraient-ils la cervelle pour inventer le «quarte» et le «loto» maintenant : ils ne savent plus quoi trouver pour gruger le peuple.

Un groupe de lecteurs

Nous répondons à la proposition de débat sur la chronique «programme TV».

Nous estimons qu'une telle chronique est une bonne idée, car la TV fait vraiment partie de la vie de tous, elle influence les idées et les comportements de tous, et c'est donc important d'apporter un point de vue critique (ça n'a donc rien à voir avec le tiercé, contrairement à ce qu'a dit un lecteur).

Voici nos principales critiques :
Vision unilatérale des émissions :

Pour celui qui lit la chronique en cherchant ce qui pourrait être intéressant, c'est clair : il faut jeter son poste à la poubelle.

Or, la TV a deux aspects : l'un de diffusion de l'idéologie bourgeoise, absolument indispensable à la bourgeoisie puisqu'elle a prévu en cas de grève totale des programmes une réserve de films de plusieurs jours, diffusés d'un endroit secret, gardé nuit et jour, etc.

L'autre d'information, d'ouverture. De la même façon, à l'école on reçoit une éducation de classe, mais on apprend à lire, à écrire, et à travers la déformation bourgeoise on apprend des tas de choses (...). Lénine dit qu'on doit savoir utiliser même les bouquins bourgeois pour s'instruire. Il y a des travailleurs que nous connaissons qui ont accumulé une foule de connaissances en lisant tout simplement à fond le quotidien régional, bien bourgeois pourtant (...). C'est à nous de quitter ce point de vue défensif, et

unilatéral, consistant à ne voir que l'aspect négatif, et de savoir montrer d'un côté ce qui est bon à prendre, et de l'autre ce qui est à rejeter.

Exemple : la chronique du 21 mai :

— l'émission *Apostrophe*.
Il semble que, d'après le chroniqueur, la bourgeoisie n'est pas intéressante à connaître pour le prolétariat : au contraire, c'est toute la société qui est sa salle de classe. En voyant une telle émission, on peut apprendre ce que veut une certaine fraction de la bourgeoisie ; à nous démontrer clairement ce qu'elle représente comme force, en quoi elle peut nous influencer, en quoi donc il faut s'en méfier, et par là on voit peu à peu le sens de cette émission c'est : ce ne sont pas les masses qui font l'histoire. Cela peut être très éducatif par la négative (...)

D'une façon générale le fait que beaucoup de gens regardent la télé peut être une bonne chose, car cela pourrait être un tremplin pour élargir notre audience si nous savons créer une chronique vivante, où les lecteurs aient envie de s'exprimer.

2^e défaut : des jugements rapides, non argumentés, dans un style ironique, littéraire et allusif, qui ne peut s'adresser qu'à des universitaires ou des gens déjà convaincus.

Exemple : (le 21 mai) pour «Au théâtre ce soir» «Fidèle à lui-même, le théâtre que la bourgeoisie réserve au "petit peuple"». Voilà une critique digne des bourgeois libéraux du PSU ! En la lisant, les innombrables

spectateurs qui apprécient cette émission, se sentent incurablement «petit peuple» et comprennent aussitôt que le chroniqueur, lui, sait apprécier un théâtre plus compliqué, mais trop intelligent pour eux.

Et ce n'est pas le seul exemple de ce style *détestable* à bannir absolument si nous voulons être lus et appréciés.

Dans ce domaine, comme dans les autres, il faut suivre une ligne de masse. Pourquoi cette émission est-elle appréciée ? Pas parce que les gens sont des idiots. Les pièces sont appréciées très différemment, suivant le contenu mais aussi suivant le jeu des acteurs (et pourquoi ne prendrait-on pas ce critère en compte, c'est important aussi). Ainsi nous découvrirons là aussi des aspects qui peuvent être intéressants, et nous saurons mieux montrer ce qu'il y a d'infect dans ce théâtre.

D'une manière générale avant de critiquer une émission, il faut enquêter pour savoir ce qui plaît ou ne plaît pas dedans ; cela ne nous empêchera pas de développer notre point de vue marxiste-léniniste, mais au contraire cela nous permettra d'abord de le nuancer, puis de mieux l'expliquer.

Nous savons aussi que ce que nous proposons demande bien sûr plus de temps, ce qui est un gros problème. Mais d'autre part il faudrait réfléchir au fait qu'une chronique vivante serait très positive pour le journal. Nous tâcherons de notre côté d'envoyer des contributions.

Programmes TV

VENDREDI 11 JUIN 1976

TF-1

19 h 20, 20 h et 23 h 35 : La bourgeoisie vous informe
20 h 30 Au théâtre ce soir. Liberté provisoire. *Le seul plaisir, d'habitude, qui fait aimer les policiers, à savoir découvrir soi-même les ficelles de l'intrigue, est absent (les ficelles sont trop grasses). Notons encore une fois que le thème n'a rien à voir avec la vie quotidienne des travailleurs.*

A-2

19 h 20, 20 h et 22 h 45 : La bourgeoisie vous informe
21 h 40 *Apostrophes*. «Destins de femmes». *Fidèle à sa conception que quelques héros d'élite font l'histoire, Pivot invite des femmes «en marge» (une prostituée, une journaliste) et non pas une OS ni une employée de bureau. L'histoire de la vie de cette prostituée, Jeanne Cordelier, est cependant intéressante à entendre.*
22 h 50 Ciné-club. *Psème rouge*. *Film hongrois de 1972. Parti du désir de condenser l'essentiel de l'histoire des mouvements paysans hongrois, le réalisateur Jancso traite ces mouvements insurrectionnels comme quelque chose de quasi-religieux. Ce qui en fait un film d'une «beauté» sophistiquée qui transforme quelque peu la réalité des luttes populaires.*

FR-3

19 h 20, 19 h 55 et 22 h 20 : La bourgeoisie vous informe
20 h 30 *Vendredi*. De quoi avons-nous peur : le prix d'une vie (1). *Enquête dans différents services hospitaliers, dont celui du Pr Minkowski. Émission très intéressante sur les naissances difficiles, les précautions à prendre pour les femmes enceintes, etc.*
21 h 30 *America*. *La conquête coloniale des Amériques par les émigrants de l'Est.*

Des lecteurs de Montargis

Nous recevons quotidiennement le journal et le numéro 492, en plus du lot d'informations fort utiles pour un militant sur les luttes en France, devait nous réserver une surprise : il contenait le programme TV ! O joie !

Non, camarades, soyons sérieux ! Pensez-vous qu'il soit nécessaire de faire de la publicité pour cette officine de propagande aux mains de la bourgeoisie. Bien sûr, il y a quelques notes critiques sur le contenu de certaines émissions, mais bien brèves et pas toujours évidentes. Exemple «Le trésor du pendu : avec un tel titre on peut déjà se faire un idée de ce western de la «bonne» époque (1958)». Fait-on allusion au Mac-Carthysme qui sévit en Amérique à ce moment ? Autres exemples

«21 h 35 C'est à dire. Magazine de G. Leroy avec Cavada» ou «23 h Journal». Pourquoi pas de critiques, ni de commentaires sur ces séquences ? Cela veut-il dire que le contenu est juste ? (1)

Grâce à une telle initiative, veut-on gagner de nouveaux lecteurs ? Si tel est le cas, c'est de la pure démagogie ! Nous croyions — et nous sommes persuadés même — qu'il y a autre chose à dire dans un journal au service des travailleurs ! Est-ce à dire que nous nous opposons à critiquer la télévision ? Bien au contraire !

Mais faisons-le de façon plus conséquente. Critiquer telle ou telle émission particulièrement réactionnaire ; dénoncer la TV comme instrument d'exploitation et d'endoctrinement — comme cela

a déjà été fait — est positif et nous ne pouvons qu'être d'accord. Mais publier l'intégralité — et systématiquement — des programmes TV n'est-ce pas inciter les gens à regarder plus assidument ces «spectacles» ? (2)

L'argument avancé il y a peu fut : certains lecteurs se plaignent d'avoir à acheter un autre journal pour connaître les programmes (3). C'est bien sûr un inconvénient. Mais les programmes sont donnés par les speakerines, donc l'argument perd déjà de sa force. Par analogie, les cruciverbistes ont eux aussi droit de se plaindre en avançant le même argument. Alors à quand les mots croisés du genre : «verticalement : grand dirigeant révolutionnaire ayant vécu entre 1870 et 1924...

solution au prochain numéro !» Cela pourrait pousser les lecteurs à acheter l'HR pour avoir la clé des problèmes posés !

Le papier est cher, la place manque dans notre journal, alors ne les gaspillons pas de cette façon !

Notes de la rédaction :

(1) : le magazine de Cavada, comme un autre intitulé «L'événement» sont des émissions en direct dont les sujets sont choisis au dernier moment. On ne peut donc émettre de commentaires précis sur ces émissions. Même problème pour «Le journal» qui est d'ailleurs devenu dans nos présentations «La bourgeoisie vous informe».
(2) Comparez n'importe quel programme de Télé 7 jours, Télépoche, etc. avec nos programmes et vous verrez que nous sommes loin de présenter «l'intégralité» des émissions !
(3) Cet argument n'a jamais été mis en avant pour justifier la parution de la rubrique.

« Des Albanaises »

A l'occasion de la sortie de son livre « Des Albanaises » (Editions des femmes), voici des extraits d'une interview d'Annick Miské sur la situation des femmes en Albanie.

Pourquoi as-tu écrit ce livre « Des Albanaises » ?

A. Miské : Pourquoi un livre sur les Albanaises ? Tout d'abord parce que je suis une femme, et c'est peut-être pour cela qu'il traite des Albanaises et non de l'expérience albanaise dans son ensemble ; mais si j'ai mis l'accent sur l'expérience des femmes c'est qu'elle m'a beaucoup frappée étant donné que j'avais vécu dans des sociétés semblables à la société albanaise d'il y a 30 ans : ce raccourci concernant l'émancipation des femmes est particulièrement saisissant pour quelqu'un qui a vécu dans d'autres sociétés que la société occidentale, mais il est très important aussi pour la société occidentale elle-même puisqu'il montre une politique d'émancipation établie sur le principe marxiste « Sans société émancipée il ne peut y avoir de femme émancipée », et aussi « sans femme émancipée la société ne peut être émancipée ».

Ce livre a été écrit à la suite de plusieurs voyages effectués en Albanie entre 1970 et 1974. Le premier que j'ai fait n'était pas pour écrire un livre, mais les images des Albanaises dans cette société, que j'imaginai très bien il y a 30 ans, étaient tellement saisissantes que peu à peu l'idée d'écrire ce livre s'est imposée ; et c'est après de nombreuses discussions avec des militants de pays du tiers monde que j'ai décidé de l'écrire : j'ai senti que c'était un besoin de décrire l'expérience des femmes albanaises pour les militants aussi bien hommes que femmes qui pensaient qu'il n'y avait pas un travail spécifique à faire à l'intention des femmes ; or l'expérience albanaise montre qu'il y a nécessité d'une lutte, d'un travail politique spécifique avec les femmes et aussi que la révolution des femmes nécessite un mouvement spécifique entre femmes, particulièrement dans une société où les femmes sont très aliénées.

Quels sont les principes de la politique d'émancipation des femmes en Albanie ?

A. Miské : Dès la création des groupes communistes en Albanie il avait été décidé de faire un travail spécifique en direction des femmes et de ne pas agir comme d'autres groupes qui avaient existé auparavant et qui visiblement avaient ignoré les femmes. Mais c'est surtout avec la création en novembre 1941 du Parti communiste d'Albanie qu'un tournant décisif s'est produit : le PCA considérait en effet que les femmes constituaient une des grandes « réserves », un potentiel inestimable de la révolution en Albanie, de la révolution socialiste.

Cette décision, cette ligne politique, qui a abouti par la suite à une véritable politique d'émancipation des femmes, est quelque chose d'assez exceptionnel dans le monde. Bien sûr elle s'est fondée sur les principes des théoriciens marxistes mais je crois qu'au niveau de l'analyse de la pratique marxiste l'Albanie apporte quelque chose d'exceptionnel dans le domaine de l'émancipation complète des femmes ; voyons alors les principes.

Tout d'abord, le principe général c'est que « il ne peut y avoir de femme émancipée sans société émancipée » et « sans femme émancipée il ne peut y avoir de société

émancipée ». Cela montre l'interaction entre femme et société, entre émancipation des femmes et émancipation de la société, et on comprend dès lors que l'émancipation des femmes va être très liée à la construction du socialisme, aux différentes étapes de cette construction ; on comprend aussi qu'il doit y avoir un effort particulier en direction des femmes et comme le disait Lénine : « Tout mouvement révolutionnaire se mesure au degré de participation des femmes dans ce mouvement » ; en Albanie c'est assez clair.

Il était donc nécessaire que les femmes rejoignent le mouvement de libération qui commençait en Albanie et participent de façon très concrète à la lutte de libération nationale ; le parti les y appela dès le début.

La société émancipée ne peut l'être si elle est capitaliste : il fallait donc aussi la libérer de toutes ses entraves par rapport à l'extérieur, par rapport aux féodaux, aux capitalistes installés en Albanie et

grand nombre à la lutte de libération que les femmes ont acquis leurs droits politiques ; de même par leur participation massive à la production (aujourd'hui toutes les femmes travaillent) les femmes ont conquis de nouvelles possibilités d'expression, de vie sociale et politique.

Cependant cette entrée dans la production n'est pas une entrée aveugle, car parallèlement à leur entrée dans les usines on a tout fait pour qu'elles aient un niveau comparable à celui de tous les travailleurs — lutte qui continue actuellement — ; si à la libération la situation n'était brillante pour personne, elle était encore plus tragique pour les femmes et les faire entrer dans la production sans les préparer aux machines, à exercer des métiers qualifiés aurait été une mauvaise politique : il y a eu des efforts extraordinaires pour qu'on élève le niveau technique et général des femmes afin qu'elles ne soient pas uniquement les « esclaves de la production ».

Un chapitre décrit brièvement les femmes dans la lutte de libération.

Auparavant un chapitre décrit la société albanaise, très différente de la nôtre ; si on ne lit pas ce livre avec en tête ce qu'est cette société, on risque de faire de mauvais rapprochements puisque la construction du socialisme et l'émancipation des femmes qui en est un aspect se fait par rapport à un départ, à un type de société.

Ensuite des éclairages sont donnés sur la pratique quotidienne des femmes, dans l'industrie, dans l'agriculture.

J'ai donné deux éclairages de secteurs où les femmes sont majoritaires : la santé et l'école. Un chapitre présente aussi la justice, son organisation, ses lois en direction des femmes, car les lois traduisent bien un niveau de développement de la société et cela est important de voir comment se traduit dans les lois l'égalité des femmes.

Un autre chapitre termine le livre qui donne la mesure des femmes dans la vie politique ; cependant il décrit la réalité de 1973 et depuis les femmes ont été appelées à jouer un rôle sûrement beaucoup plus important dans ce domaine.

D'après toi, quels sont les enseignements que l'on peut tirer de la lecture de ton livre ?

A. Miské : Ce livre répond, j'allais dire d'abord à un besoin, bien que l'Albanie ne veuille pas s'ériger en modèle pour le tiers monde, mais pour moi, qui ai une pratique du tiers monde, ça m'a paru être un bon exemple de politique menée par un pays qui a voulu se libérer de toutes ses chaînes. J'insiste beaucoup en disant que ce n'est pas un modèle mais une référence très importante pour les militants et les militantes des pays du tiers monde qui pourront mesurer leur propre expérience par rapport à celle de l'Albanie.

C'est le premier point et j'avoue très franchement que j'ai écrit ce livre pour les militants du tiers monde. Mais je crois qu'il peut apporter beaucoup pour les luttes des femmes d'Occident et aussi pour les camarades hommes, qui ont parfois une vue de l'émancipation des femmes pas très exacte. E. Hoxha dit que « derrière le communiste il y a le philistin », particulièrement à l'intention des hommes, et je crois que dans les Occidentaux marxistes il y a beaucoup de philistins ; cette expérience des Albanais et des Albanaises devrait leur permettre de mesurer leur situation et d'essayer d'être plus marxistes dans le domaine de l'émancipation des femmes qu'ils ne le sont dans leur pratique habituellement ; ils le sont au niveau des intentions mais pas toujours dans la pratique.

Je souhaiterais que ce livre soit, comme le disent les Albanais, un « éclair », un élément de prise de conscience à la fois pour les hommes et pour les femmes de ce que peut être l'émancipation des femmes, c'est un de mes souhaits les plus profonds. Je crois aussi que l'expérience albanaise enrichit beaucoup l'analyse théorique marxiste par la pratique qui en a été faite et je pense que cela devrait apporter beaucoup.

Enfin, je termine le livre en citant un proverbe maure qui dit que « du choc des idées jaillit la lumière » et c'est un peu pour cela que je l'ai écrit, pour que les lecteurs fassent une petite avancée au niveau individuel et collectif.



Les femmes prennent une part active au renforcement de la démocratie socialiste, sur notre photo des ouvrières lisent des « feuilles-touffées », une des armes du contrôle ouvrier.

l'option socialiste est la seule possible pour l'émancipation des femmes.

Un autre principe : la lutte contre la propriété privée ; dans le livre je parle abondamment de la façon dont l'oppression des femmes est liée au premier acte de propriété, acte de propriété des hommes sur les femmes : ainsi l'émancipation des femmes passe par la lutte contre la propriété privée qui est l'essence, l'origine de leur aliénation.

Ensuite c'est l'entrée des femmes à la production ; car une femme ne peut être libre si elle dépend économiquement de son mari, d'autre part le statut d'un être dans la société dépend de ses possibilités de vivre et d'être indépendant économiquement ; ainsi il était important que les femmes entrent dans la production. De plus l'Albanie était un pays qui se construisait et il ne pouvait se construire avec la moitié du peuple ; donc à la fois au niveau individuel et collectif il y avait une nécessité de l'entrée des femmes dans la production sociale : j'insiste pour dire qu'il s'agit de la production sociale parce qu'elles participaient traditionnellement à l'économie domestique mais là il s'agissait de les faire sortir des 4 murs de leurs maisons pour les faire participer à toute la vie économique et sociale.

On s'aperçoit dans ces principes que chaque fois on passe du quantitatif au qualitatif : c'est par leur participation en

Cette participation des femmes à la production sociale a permis d'arriver à une nouvelle qualité qui est maintenant la participation, du moins l'appel aux femmes pour une contribution à la vie idéologique ; bien sûr des femmes avaient, depuis le début, participé à l'élaboration de l'idéologie prolétarienne, mais depuis surtout le 7e congrès de l'UFA en 1973, elles sont appelées à entrer, pour je crois la première fois dans une société depuis des millénaires, à un rôle au niveau de la conception, donc au niveau du pouvoir idéo-politique : c'est la phase dans laquelle elles viennent d'entrer, dont il est difficile de parler encore maintenant, mais qui me semble capitale pour toutes les femmes du monde.

Quels sujets abordes-tu dans ton livre ?

A. Miské : Le livre s'articule autour d'un axe central : la politique d'émancipation des femmes, car je trouve assez exceptionnel que l'on retrouve en Albanie une véritable politique d'émancipation. C'est le noyau central et le reste des chapitres constitue des éclairages de ces étapes de l'émancipation complète des femmes ; ce sont, bien sûr, les miens, et ils sont imprégnés de ma pratique passée et actuelle des sociétés africaines traditionnelles.